

LA CITOYENNE

NUMÉRO 1

MATHILDE PANOT, DÉPUTÉE DE LA 10^e CIRCONSCRIPTION DU VAL-DE-MARNE
GENTILLY EST · IVRY-SUR-SEINE · LE KREMLIN-BICÊTRE · VITRY-SUR-SEINE NORD

À l'Assemblée Nationale comment ça se passe depuis 6 mois ?

C'est une grande fierté de pouvoir représenter nos idées à l'Assemblée nationale. Avec les membres du groupe de la France insoumise, nous avons la responsabilité de porter la voix de la majorité sociale du pays. Nous devons ensemble **lutter contre la politique d'Emmanuel Macron, président des riches : la suppression de l'impôt sur la fortune, la baisse des APL,**

la hausse de la CSG, l'écologie au rabais, contre la vie de plus en plus difficile pour toutes et tous. Le seul renouvellement qu'il incarne, c'est le renouvellement des moyens de faire souffrir les gens. Cerise sur le gâteau, la sélection à l'université : en privant les jeunes du droit de choisir leurs études, on les prive du droit de choisir leur vie.

Quelle est l'articulation de ton action de députée avec le programme *L'Avenir en commun* ?

Nous sommes les premiers opposants, mais nous sommes surtout les premiers proposant. Je crois très important que tout le monde comprenne que nous incarnons un projet adapté aux enjeux écologiques de notre époque et aux aspirations

de la majorité sociale. À l'Assemblée, nos amendements, nos interventions et nos propositions portent ces idées : partage des richesses, solidarité, plus de pouvoir pour les citoyens, protection de notre santé et de notre environnement.

Quelle est l'action du groupe de la France insoumise ?

Notre groupe sert à rassembler toutes celles et ceux qui dans le pays veulent enfin **une politique au service d'un meilleur quotidien.** Il est important pour nous d'avoir un pied dans l'Assemblée et l'autre dehors afin de rassembler très largement autour de nos idées. Face aux attaques sociales de ce gouvernement, c'est aussi

notre responsabilité, dans la circonscription comme dans tout le pays, d'aider les citoyennes et citoyens à s'organiser autour des questions de logement, d'accès aux droits sociaux, de santé publique. Nous devons être partout avec et pour nos concitoyennes et concitoyens.

Un dernier mot ?

Je souhaite une excellente année 2018 à tous les citoyens et citoyennes de la circonscription. Que toutes et tous puissent y trouver la force de se battre

et d'être insoumis face à celles et ceux qui nous brutalisent. C'est ensemble que nous y parviendrons et que les jours heureux viendront.



MATHILDE PANOT

POURQUOI LA CITOYENNE ?

La citoyenne est le nom d'un journal féministe publié à Paris qui, de 1881 à 1891, milite pour l'émancipation des femmes et leur droit à se présenter aux élections. Notre journal vous présentera, tous les six mois, un bilan de l'activité parlementaire et des luttes soutenues par votre députée.



L'ÉQUIPE DE MATHILDE PANOT

Membre de la commission
Développement Durable
et Aménagement du Territoire

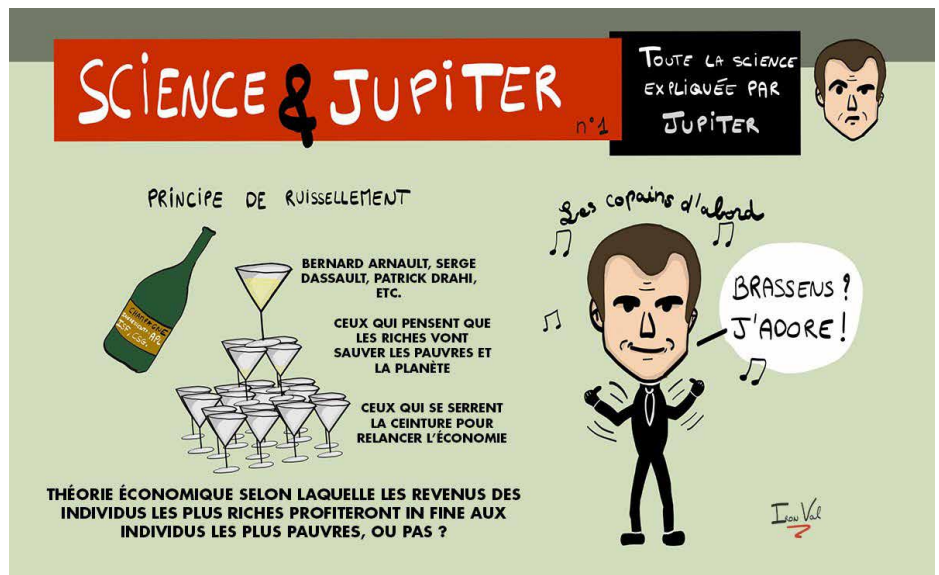
- ▶ **Alexandra Mortet**, 37 ans : collaboratrice en circonscription
- ▶ **Clément Verde**, 22 ans : collaborateur à l'Assemblée
- ▶ **Ines Alaoui**, 21 ans : collaboratrice à l'Assemblée
- ▶ **Pierre-Yves Cadalen**, 25 ans : collaborateur sur la commission Développement Durable

Vous êtes toutes et tous bienvenus à la soirée des vœux 2018 de Mathilde Panot.

Vendredi 26 janvier à 19 h 30 au théâtre Alpeh
30 rue Christophe Colomb à Ivry-sur-Seine

Macron, le Président des riches

Macron, son gouvernement et ses députés ont choisi leur camp : ils servent la finance et les plus riches. **Après le scandale des Paradise Papers, aucune réaction de la part du Chef de l'État.** Certains silences veulent tout dire. L'optimisation fiscale et le fait de payer moins d'impôts sont même considéré par Bruno Bonnel, député LREM, comme "positifs". Il résume ainsi l'état d'esprit de cette majorité présidentielle : c'est une bonne chose que de se soustraire à la solidarité nationale. De notre côté, à la France insoumise, nous continuons à **défendre la fraternité humaine contre l'égoïsme des riches.** Entre la modification des taxes sur le capital et **la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, ce sont 5 milliards par an** qui disparaissent des caisses de l'État. Cinq milliards de moins pour les services publics, les services sociaux, les collectivités territoriales ou les associations : une véritable saignée ! De plus, **80 milliards d'euros s'envolent des caisses de l'État avec la fraude et**



l'évasion fiscales chaque année. Nous devons aller chercher l'argent dans la poche de ceux qui nous volent ainsi plutôt que d'**appauvrir les plus démunis** avec la baisse des APL et les retraités avec la hausse de la CSG. Les délinquants en col blanc doivent être reconnus comme tels : nous proposons que soient donnés à la

justice tous les moyens humains et financiers de les punir.

La réforme du code du travail relève de la même servilité envers les intérêts des plus riches : elle va entraîner une détérioration des conditions de travail pour tant d'entre nous ! Baisse de la rémunération des heures supplémentaires, chantage à l'emploi, affaiblissement de la protection en termes de santé et d'environnement de travail : ces exemples disent combien ce gouvernement est dur avec les faibles et doux avec les puissants. Il en va de même de la suppression des contrats aidés.

Nous n'acceptons pas cela. À l'Assemblée nationale comme dans la rue, notre lutte et notre travail de conviction continuent pour présenter au pays notre projet : L'Avenir en commun.

	Les 10% les plus pauvres	Revenu médian	Les 10% les plus riches
GAIN DE POUVOIR D'ACHAT PAR AN	+ 81€	+ 246€	+ 1 487€
EN TENANT COMPTE DE LA BAISSÉ DES PRESTATIONS SOCIALES (LOGEMENT, SÉCURITÉ SOCIALE, COLLECTIVITÉS...)	- 337€	- 69€	+ 1 193€

© Source : OFCE

Les mots du Président : « Premier de cordée » ?

La métaphore du "premier de cordée" utilisée par Emmanuel Macron, pour symboliser sa politique économique où les plus riches vont tirer le reste du pays vers le haut, est empruntée au registre de l'alpinisme. Intéressons-nous à la genèse de cette fonction.

Dès la fin du 18^e siècle, l'aristocratie britannique et les scientifiques doivent s'appuyer sur les autochtones pour conquérir les espaces alpins. D'une grande pauvreté, ces guides sont rémunérés par de riches commanditaires qu'ils doivent emmener, et souvent porter, vers les sommets. Les pauvres guidaient donc les riches !

Par ailleurs, à la fin des années 1950, particulièrement au sein de l'US Ivry et du sport travailliste (FSGT) les pionniers de l'alpinisme mirent en œuvre une forme d'organisation révolutionnaire de la pratique. Basée sur la formation des débutants aux techniques d'escalade, de sécurité et d'orientation, cette nouvelle pratique de ce sport permettait de s'affranchir du « guide » et d'affronter de façon autonome et en cordée homogène et réversible, les difficultés autorisées par leurs compétences et leurs expériences progressivement acquises. Tous sont donc premiers de cordée à tour de rôle et savent que Jupiter n'est pas au sommet.

Le CETA ? Nous n'en voulons pas !

L'accord économique transatlantique entre l'Union Européenne et le Canada plus communément appelé le CETA, est présenté comme un essor compétitif de la mondialisation.

Une vingtaine de ces accords de libre-échange sont aujourd'hui en négociation. Pourtant ils vont à l'encontre de notre projet social, de notre santé, de notre environnement et de notre démocratie. Même le rapport commandé par le Président de la République n'a pas réussi à trouver des avantages à cet accord ! Le CETA va provoquer :

- La destruction de 200 000 emplois en Europe et plus de 30 000 au Canada, selon une étude réalisée par des chercheurs de l'université de Tufts.
- La baisse des normes de santé dans nos assiettes. 70 % des produits exposés dans les supermarchés au Canada contiennent des OGM, alors qu'ils sont interdits en France.

- L'augmentation des échanges entre les deux continents et donc inévitablement la hausse des émissions des gaz à effet de serre. Ainsi, nous ne respecterons pas les engagements internationaux des accords de Paris sur le climat en décembre 2015.

- Une attaque contre notre souveraineté populaire.

Le CETA s'applique avant même le vote au Parlement Français et sans débat national. De plus, cet accord permettra aux transnationales d'attaquer des États et de les poursuivre en justice devant des tribunaux d'arbitrage. Par exemple, en 2012, Veolia a attaqué l'Égypte suite à l'augmentation du salaire minimum de 41 à 72 euros par mois, obtenue de haute lutte par les Égyptiens lors des manifestations du "printemps" 2011, somme jugée inacceptable par la transnationale qui a demandé une indemnisation.

+ **La France Insoumise entend bien combattre ce projet dont la conséquence n'est que d'augmenter davantage les profits des puissants, faisant fi de toute considération sociale, sanitaire, démocratique et environnementale.**

le média

Le Média arrive !

Le Président de la république désigne lui-même les journalistes autorisés à l'interviewer et à l'accompagner en déplacement. Ceux-ci s'autoproclament, contre toute évidence, « indépendants ». Qu'en est-il vraiment ?

Quatre-vingt-dix pour cent des médias sont aux mains d'un poignée de milliardaires.

Une alternative a été récemment créée et sera opérationnelle début janvier 2018 : « Le Média », chaîne TV en diffusion sur internet. Elle s'affirme ouvertement engagée, collaborative, pluraliste, culturelle, francophone, écologiste, humaniste, antiraciste, solidaire et féministe. Indépendante des pouvoirs financiers, elle sera gratuite. Elle a donc besoin de votre soutien. Pour cela, devenez un acteur et un « copropriétaire » en allant sur le site internet Le Media (www.lemediatv.fr) où vous pourrez voir des vidéos de lancement et adhérer (pour 5 € par mois) à ce projet enthousiasmant.

Désintox chômage

Nous serions, selon certains « économistes » médiatisés, le pays au monde qui indemnise le mieux le chômage. D'autre part, Emmanuel Macron, lors d'une interview, a considéré les chômeurs comme des « multirécidivistes du refus ». Et pourtant, les chiffres montrent tout le contraire !

En réalité, la majorité des chômeurs ne sont pas indemnisés : le pays compte aujourd'hui 6.4 millions de chômeurs d'après les chiffres officiels, mais ne sont indemnisés que 2,7 millions d'entre eux, soit moins d'un inscrit sur deux.

Qui ne perçoit pas d'indemnisation ?

- Les inscrits sans avoir travaillé (majoritairement les jeunes)
- Les inscrits sans avoir suffisamment cotisé (50 % des inscrits chaque mois sont des fin de CDD)
- 600 000 personnes qui cumulent petits boulots et faibles allocations

Que perçoivent les chômeurs indemnisés ?

- Durée maximale d'indemnisation : 2 ans
- 70 % des allocataires le sont pour une durée inférieure à un an
- La moitié perçoit moins de 800 €
- RSA : 2,5 millions de bénéficiaires qui touchent en moyenne 425 € par mois

Rappelons aussi qu'il n'y a qu'1 offre d'emploi non pourvue pour 285 chômeurs.

+ **Au vu de ces chiffres, c'est bien la pénurie d'emplois en France, et non les chômeurs, qui pose problème!**

LA CITOYENNE

Jeudi 1^{er} février aura lieu la première niche parlementaire du groupe la France insoumise, journée consacrée aux propositions de loi des députés insoumis. Elles seront au nombre de cinq : la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle, le récépissé contre le contrôle au faciès, le droit à l'eau, un référendum sur l'accord de libre-échange Union Européenne - Canada (Ceta) et la défense du droit à mourir dans la dignité.

À l'assemblée

Activité parlementaire :

- 2 questions orales
- 14 questions écrites
- Plus de 200 interventions en commission et en séance
- Plus de 1800 amendements proposés par notre groupe

À voté contre :

- Les ordonnances travail
- L'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun
- Le budget 2018
- La sélection à l'université

Soutien aux luttes :

- Bure : opposition à l'enfouissement des déchets nucléaires
- Destocamine : demande de destocker les déchets ultimes qui menacent la plus grande nappe phréatique d'Europe
- Opposition à la ferme des 1000 vaches
- Opposition à l'aéroport de Notre Dame-des-Landes
- Soutien aux salariés du Cerema, de BlueLink, de Météo France...
- Créteil : GHU Mondor contre la fermeture des services hépatiques et cardiaques
- Soutien aux Lycée Romain Rolland à Ivry et collège Casanova à Vitry pour plus de moyens
- Collectif de soutien aux Roms et Roumains d'Ivry

Sur le terrain

Rencontres avec de nombreuses associations ainsi que des citoyen.ne.s dans les actions militantes et réunions publiques (Créteil, La Réunion, Grenoble, Vitry, Arcueil...)



PERMANENCES DE LA DÉPUTÉE

Ivry-sur-Seine : tous les 1^{er} lundi du mois 16 h-18 h
Vitry-sur-Seine : tous les 2^e lundi du mois 18 h-20 h
Kremlin-Bicêtre : tous les 3^e lundi du mois 16 h-18 h
Gentilly : tous les 4^e lundi du mois 16 h-18 h

Sur rendez-vous : **07 89 27 77 96**

Une idée ? Une réaction ?
Contactez-nous et intervenez
dans le prochain numéro !

franceinsoumise94.10@gmail.com

Nous les avons soutenus, ils ont gagné !

- Les soignants des Maisons d'Accueil Spécialisées d'Alfortville et Bonneuil pour la dignité des jeunes adultes handicapés
- Les salariés de Cyclocity (Vélib)
- Les femmes de ménage Gare du Nord (ONET)
- La relaxe pour la première fois en France de la lanceuse d'alerte Céline Boussié qui s'est battue contre la maltraitance des enfants polyhandicapés

“ La lutte paie, on continue ! ”

RETROUVEZ L'ACTIVITÉ ET LES INTERVENTIONS DE MATHILDE PANOT SUR :

